

Commission : Blue Deal

Question : Rôle dans la protection des mers en conciliant les intérêts économiques

Auteur : Roumanie

Ces dernières années, l'Union européenne s'est beaucoup investie dans la protection des océans et la gestion de l'eau, tout en cherchant à développer ce qu'on appelle "l'économie bleue". Elle a même lancé le Pacte européen pour l'Océan, avec un budget d'un milliard d'euros, qui tourne autour de six grandes priorités. De plus la Roumanie étant bordée par la mer Noire, participe activement à ce projet, tout en rappelant qu'il faut rester solidaires avec les pays qui ont moins de moyens pour financer la transition écologique.

La Roumanie remarque que les avantages de l'économie bleue et des politiques européennes liées à l'eau et à la mer ne profitent pas de la même façon à tous les pays de l'Union. Les investissements pour moderniser les ports, adapter les zones côtières au changement climatique ou aider les travailleurs à se reconvertir sont souvent plus lourds pour les pays d'Europe de l'Est. C'est pourquoi la Roumanie insiste sur l'importance d'une « transition juste », pour que le développement de l'économie bleue ne creuse pas d'avantage le fossé entre l'Est et l'Ouest de l'Europe.

Dans cette idée, la répartition des fonds européens, surtout du Fonds pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMP), devrait vraiment servir à renforcer la cohésion entre les pays. La Roumanie soutient une répartition qui puisse aider à moderniser les ports, à soutenir les petits pêcheurs et à former des gens pour des métiers durables, comme ceux liés aux énergies marines renouvelables, à l'aquaculture responsable ou à la recherche sur les océans. Le but étant que tous les pays de l'Union puissent profiter du développement de l'économie bleue, qui crée déjà près de 5 millions d'emplois et rapporte plus de 250 milliards d'euros à l'échelle européenne.

La Roumanie rappelle que le Blue Deal concerne tout le cycle de l'eau, depuis les rivières jusqu'aux nappes souterraines, et que protéger la mer Noire commence par mieux gérer les eaux venant de l'intérieur des terres. En effet, une pollution produite en amont finit toujours par atteindre la mer et abîmer les écosystèmes côtiers. C'est pourquoi il faut intégrer la gestion de l'eau dans les politiques agricoles, énergétiques et industrielles de l'Union. Avec la hausse des pressions sur les milieux marins, la Roumanie insiste aussi sur l'urgence de lutter contre les pollutions qui dépassent les frontières et encourage une coopération plus forte entre les pays de la mer Noire pour harmoniser les règles, mieux surveiller l'environnement et partager les moyens de contrôle maritime.

De plus, la Roumanie pense que l'économie bleue peut vraiment être un moteur important pour un développement durable, à condition qu'elle ne crée pas de concurrence injuste entre les pays de l'Union. Elle propose une démarche basée sur la coopération, avec le partage des connaissances, le cofinancement de projets de recherche en mer Noire et le soutien aux nouvelles technologies liées aux énergies marines renouvelables, aux biotechnologies, à l'aquaculture responsable et au transport maritime propre. La Roumanie se dit aussi prête à accueillir des projets pilotes en collaboration avec d'autres pays et les institutions européennes.

Pour finir, la Roumanie pense que la bonne gestion de l'eau et des océans doit reposer sur la transparence, la participation des citoyens et la coopération entre plusieurs pays. Les politiques liées à la mer et à l'eau devraient être construites avec les collectivités locales, les associations, les chercheurs et les acteurs économiques, en s'appuyant sur un partage large des informations et des données scientifiques. La Roumanie réaffirme aussi son engagement envers la coopération entre les pays de la mer Noire et le rôle des Nations Unies dans la protection des océans, afin que le Blue Deal devienne un vrai outil de cohésion, de protection de la nature et de développement durable pour toute la planète.